



Commissaire aux Comptes ■ Cour d'Appel de Nîmes

**MAISON FAMILIALE ET RURALE  
"PETITE CAMARGUE"**

---

Siège social : Route des plages  
30660 GALLARGUES LE MONTUEUX

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

---

Exercice clos le 31 Décembre 2024

---





Commissaire aux Comptes ■ Cour d'Appel de Nîmes

**MAISON FAMILIALE ET RURALE  
"PETITE CAMARGUE"**

---

Siège social : Route des plages  
30660 GALLARGUES LE MONTUEUX

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

---



Aux membres,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre **assemblée générale**, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MFR "Petite Camargue" relatifs à l'exercice clos le **31/12/2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association MFR "Petite Camargue" à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du **01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport**, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- la reconnaissance des produits et subventions relatives à l'activité de la MFR ;
- la confirmation externe de la situation de trésorerie et du niveau d'endettement de la MFR.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs



## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le **conseil d'administration**.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les

sr

comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

*Avignon le 17/03/2025*

<i>Société MS2A commissaire aux comptes</i>
<i>Représenté par Monsieur Emmanuel GINESTE</i>



## Bilan Actif

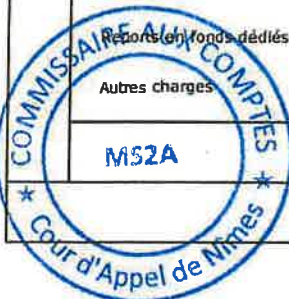
		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	5 188	5 188		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	116 923		116 923	116 923
ACTIF CIRCULANT	Constructions	4 095 799	1 833 969	2 261 830	2 341 227
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	63 749	57 635	6 114	11 128
	Autres immobilisations corporelles	515 578	398 258	117 320	117 011
	Immobilisations corporelles en cours	882		882	
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés	7 508		7 508	7 508
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	219		219	219
	<b>TOTAL ( I )</b>	<b>4 805 845</b>	<b>2 295 050</b>	<b>2 510 795</b>	<b>2 594 016</b>
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements	414		414	1 052
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits Intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	86 481	6 039	80 443	85 974
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	311 485		311 485	242 877
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	869 859		869 859	366 735
	<b>DISPONIBILITES</b>	683 768		683 768	1 197 788
	Charges constatées d'avance	3 289		3 289	2 633
	<b>TOTAL ( II )</b>	<b>1 955 297</b>	<b>6 039</b>	<b>1 949 259</b>	<b>1 897 059</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecart de conversion actif ( V )				
<b>TOTAL ACTIF ( I à V )</b>		<b>6 761 142</b>	<b>2 301 088</b>	<b>4 460 054</b>	<b>4 491 075</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				219	219
(3) dont à plus d'un an					

## Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	2 468 565	2 468 565
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	997 811	1 061 179
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>22 586</b>	<b>(63 367)</b>
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>3 488 962</b>	<b>3 466 377</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	128 758	159 185
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>	<b>128 758</b>	<b>159 185</b>
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>3 617 721</b>	<b>3 625 561</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	<b>Total des provisions</b>		
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	528 788	567 838
	Emprunts et dettes financières divers	1 359	341
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	52 467	68 719
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	130 380	102 423
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 912	29 134
	Autres dettes	23 028	20 544
	Produits constatés d'avance	104 399	76 515
	<b>Total des dettes</b>	<b>842 333</b>	<b>865 514</b>
	Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>4 460 054</b>	<b>4 491 075</b>
Résultat de l'exercice exprimé en Centimes		22 585,60	(63 367,22)
(1) Dont à moins d'un an		842 333	865 514
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat<sup>1/2</sup>

		31/12/2024
		12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	5 660
	Vente de biens et services	
	Ventes de biens	
	dont ventes de dons en nature	
	Ventes de prestations de service	808 114
	dont parrainages	104 094
	Produits de tiers financeurs	
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 080 877
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	
	Ressources liées à la générosité du public	
	Dons manuels	
	Mécénats	
	Legs, donations et assurances-vie	
	Contributions financières	
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	147 203
	Utilisations des fonds dédiés	
	Autres produits	295
<b>Total des produits d'exploitation</b>		<b>2 042 148</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	
	Variation de stock	
	Achats de matières et autres approvisionnements	88 206
	Variation de stock	638
	Autres achats et charges externes	383 228
	Aides financières	(500)
	Impôts, taxes et versements assimilés	28 237
	Salaires et traitements	1 053 933
	Charges sociales	349 920
	Dotation aux amortissements et dépréciations	159 735
	Dotation aux provisions	
	Report en fonds dédiés	
	Autres charges	1 022
<b>Total des charges d'exploitation</b>		<b>2 064 419</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(22 271)</b>





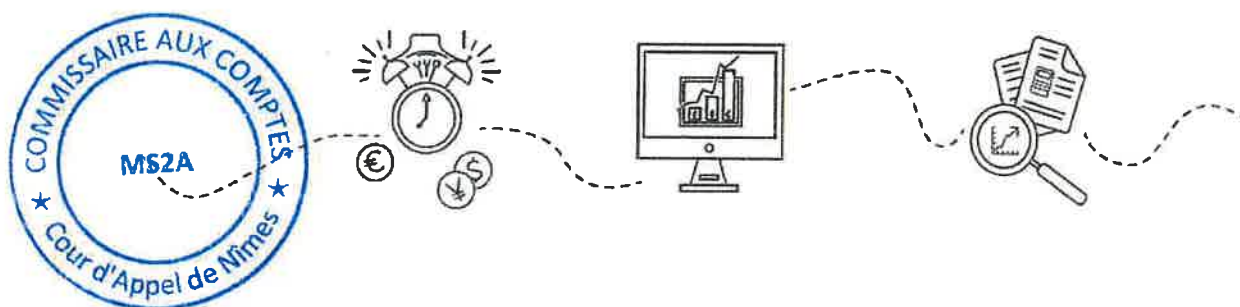
Compte de Résultat<sup>2/2</sup>

31/12/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION		(22 271)
PRODUITS FINANCIERS	De participation	
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	224
	Autres intérêts et produits assimilés	20 981
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	
	Différences positives de change	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	
Total des produits financiers		21 205
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	
	Intérêts et charges assimilées	10 065
	Différences négatives de change	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	
Total des charges financières		10 065
RESULTAT FINANCIER		11 140
RESULTAT COURANT avant impôts		(11 131)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	563
	Sur opérations en capital	37 626
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	
	Total des produits exceptionnels	38 189
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	4
	Sur opérations en capital	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	
	Total des charges exceptionnelles	4
RESULTAT EXCEPTIONNEL		38 186
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		4 469
TOTAL DES PRODUITS		2 101 542
TOTAL DES CHARGES		2 078 957
EXCEDENT ou DEFICIT		22 586
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole		
TOTAL		



## ANNEXES COMPTABLES



# Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **4 460 054** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 2 101 542** euros et un total **charges de 2 078 957** euros, dégageant ainsi un **résultat de 22 586** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.  
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement de l'ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

## Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.



# Règles et Méthodes Comptables

## **Stocks et en cours**

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

## **Créances et dettes**

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

## **Disponibilités**

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## **Achats**

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.



# Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	5 188					5 188
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 188					5 188
CORPORELLES	Terrains	116 923					116 923
	Constructions sur sol propre	3 736 589		14 180		14 180	3 736 589
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement	317 763		41 446			359 210
	Instal technique, matériel outillage industriels	63 749					63 749
	Instal., agencement, aménagement divers	97 244					97 244
	Matériel de transport	109 177		32 934		22 688	119 423
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	229 007					229 007
	Emballages récupérables et divers	69 904					69 904
	Immobilisations corporelles en cours			882			882
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		4 740 356		89 442		36 868	4 792 930
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	7 508					7 508
	Prêts et autres immobilisations financières	219					219
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 727					7 727
TOTAL		4 753 271		89 442		36 868	4 805 845



# Amortissements

A mortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		A mortissements au 31/12/2024
	Dotations	Diminutions	

<b>INCORPORELLES</b>	Frais d'établissement et de développement			
	Fonds commercial			
	Autres immobilisations incorporelles	5 188		5 188
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>5 188</b>		<b>5 188</b>

<b>CORPORELLES</b>	Terrains				
	Constructions sur sol propre	1 544 879	196 877	105 507	1 636 248
	sur sol d'autrui				
	Instal. agencement aménagement	168 247	29 474		197 721
	Instal technique, matériel outillage industriels	52 621	5 014		57 635
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	55 113	7 962		63 075
	Matériel de transport	96 893	13 105	22 688	87 310
	Matériel de bureau, mobilier	173 848	10 773		184 621
	Emballages récupérables et divers	62 466	785		63 252
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>2 154 067</b>	<b>263 989</b>	<b>128 195</b>	<b>2 289 862</b>

<b>TOTAL</b>	<b>2 159 255</b>	<b>263 989</b>	<b>128 195</b>	<b>2 295 050</b>
--------------	------------------	----------------	----------------	------------------

## Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement des amorti- ment à la de l'exerc
	Différenti de durée	Mode dégressif	Amort. fis exception	Différenti de durée	Mode dégressif	Amort. fis exception	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
<b>TOTAL IMMOB INCORPORELLES</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencé aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
<b>TOTAL IMMOB CORPORELLES</b>							
Frais d'acquisition de titres de participation							
<b>TOTAL</b>							
<b>TOTAL GENERAL NON VENTILE</b>							



## Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	219	219	
	Clients douteux ou litigieux	6 826	6 826	
	Autres créances clients	79 655	79 655	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	3 975	3 975	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	165 025	165 025	
	Groupe et associés	84 834	84 834	
	Débiteurs divers	57 651	57 651	
	Charges constatées d'avances	3 289	3 289	
TOTAL DES CREANCES		401 475	401 475	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		558		

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	528 788	528 788		
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	52 467	52 467		
	Personnel et comptes rattachés	37 434	37 434		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	85 112	85 112		
	Impôts sur les bénéfices	4 469	4 469		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	3 365	3 365		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 912	1 912		
	Groupe et associés	1 359	1 359		
	Autres dettes	23 028	23 028		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avances	104 399	104 399		
TOTAL DES DETTES		842 333	842 333		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		39 050			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

## Produits à recevoir

		31/12/2024
<b>Total des Produits à recevoir</b>		<b>222 468</b>
<b>Autres créances clients</b>		<b>22 099</b>
FACTURE A ETABLIR	22 099	
<b>Autres créances</b>		<b>200 370</b>
AVOIR A RECEVOIR	96	
ETAT, SUBVENTIONS A RECEVOIR	8 275	
ETAT-SUBVENTIONS A RECEVOIR	156 750	
PRODUITS A RECEVOIR	29 172	
INTERETS COURUS SUR OBLIGATION	6 077	





Charges à payer

		31/12/2024
Total des Charges à payer		64 092
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		13 736
FOURNISSEURS-FACT. NON PARVENU	13 736	
Dettes fiscales et sociales		50 356
DETTE PROVISIONNEE POUR CONG	35 172	
AUTRES CHARGES A PAYER	2 093	
ORGANISMES SOCIAUX - CHARGES A	1 128	
CH/SOC/CP	11 962	



## Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
<b>Produits constatés d'avance - EXPLOITATION</b>		104 399	<b>104 399</b>
<b>Produits constatés d'avance - FINANCIERS</b>			
<b>Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS</b>			
<b>TOTAL</b>			<b>104 399</b>

Les produits constatés d'avance sont constitués principalement :

- Facturation des OPCO
- Frais de scolarité / internat / demi pension auprès des Familles



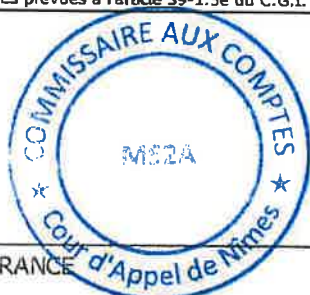
## Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
<b>Charges constatées d'avance - EXPLOITATION</b>		3 289	<b>3 289</b>
<b>Charges constatées d'avance - FINANCIERES</b>			
<b>Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES</b>			
<b>TOTAL</b>			<b>3 289</b>



## Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>					
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	9 625	1 252	4 839	6 039
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>9 625</b>	<b>1 252</b>	<b>4 839</b>	<b>6 039</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>9 625</b>	<b>1 252</b>	<b>4 839</b>	<b>6 039</b>
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			1 252	4 839	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					







Commissaire aux Comptes ■ Cour d'Appel de Nîmes

**MAISON FAMILIALE ET RURALE  
"PETITE CAMARGUE"**

---

Siège social : Route des plages

30660 GALLARGUES LE MONTUEUX

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

---



Aux Membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

### **Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant**

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

### **Contribution au fonds commun de garantie**

Personne concernée : Monsieur Olivier BERARD Président de la MFR Petite Camargue et administrateur de la Fédération Régionale des Maisons Familiales Rurales Occitanie ;

La MFR Petite Camargue a versé au fonds commun de garantie géré par la Fédération Régionale des Maisons Familiales Rurales Occitanie, au titre de l'année 2023, la somme de 80 000 euros. Cette somme est une créance restituable sur la Fédération Régionale des Maisons Familiales Rurales Occitanie.

Au titre de l'exercice 2024, ce versement a produit des intérêts qui s'élèvent à 57,65€. Au 31/12/2024 la créance s'élève donc à 80.057,65€.

Avignon le 17/03/2025

